



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/JV

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société SUEZ RV NORD EST
de respecter les dispositions des articles 4.3, 5.2, 10, 18.2.1 et 18.4
de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2005 pour son établissement de GRANDE-SYNTHE**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 mai 2005 autorisant la société NORVALO, dont le siège social est situé parc d'activités de l'aérodrome Ouest Val Park – 1b rue Louis Duvant à ROUVIGNIES – BP 80002 – 59316 VALENCIENNES Cedex, à exploiter une installation de tri-transit de déchets implantée rue de l'écluse de Mardyck à 59760 GRANDE-SYNTHE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 avril 2010 imposant à la société SITA NORD des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son installation de transit de déchets située à GRANDE-SYNTHE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le courrier de la préfecture du Nord du 13 septembre 2016 donnant acte de la déclaration de changement de dénomination sociale de la société SITA NORD EST devenant la société SUEZ RV NORD EST ;

Vu la visite réalisée par l'inspection des installations classées du 2 mai 2024 ;

Vu le rapport du 15 mai 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France (DREAL) chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 16 mai 2024 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 28 mai 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection du 2 mai 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté :

- l'absence de plan des réseaux et égouts du site, ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis des prescriptions de l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2005 ;
- l'absence de système de confinement des eaux d'extinction, ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis des prescriptions de l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2005 ;
- l'absence de dossier comportant l'ensemble des éléments d'information et des dispositions prises en cas de pollution accidentelle, ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis des prescriptions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2005 ;
- l'absence de consignes destinées à protéger l'environnement en cas d'incident ou d'incendie, ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis des prescriptions de l'article 18.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2005 ;
- l'absence de l'affichage d'un plan schématique du site localisant les locaux techniques, commandes de sécurité et de coupures des fluides et énergies, ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis des prescriptions de l'article 18.4 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2005 ;

2. face à ces non-conformités, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SUEZ RV NORD EST de respecter les dispositions des articles suivant de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2005 :

- article 4.3. : plan des réseaux ;
- article 5.2. : bassin de confinement ;
- article 10 : conséquences des pollutions accidentelles ;
- article 18.2.1. : mesures de prévention – consignes ;
- article 18.4. : signalisation ;

Sur proposition du secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société SUEZ RV NORD EST, dont le siège social est situé 17 rue de Copenhague à 67300 SCHILTIGHEIM, exploitant une installation de tri-transit de déchets située rue de l'écluse de Mardych à 59760 GRANDE-SYNTHE, est mise en demeure, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de respecter les prescriptions reprises dans le tableau ci-dessous, et dans les délais précisés à compter de la date de notification du présent arrêté :

Articles	Prescriptions	Délais
Article 4.3. de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2005	Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.	3 mois
Article 5.2. de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2005	5.2.2 – L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit pouvoir être confiné sur des aires étanches. Le volume de confinement sera au moins égal à 300 m ³ .	3 mois
Article 10 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2005	<p>En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) la toxicité et les effets des produits rejetés ; 2) leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel ; 3) la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux ; 4) les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre ; 5) les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposée à cette pollution ; 6) les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses. <p>Pour cela, l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblées pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services chargés de la police des eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.</p>	3 mois
Article 18.2.1. de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2005	<p>Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ; – les mesures à prendre en cas de défaillance sur un système de traitement et d'épuration ; – les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues dans le présent arrêté ; – les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; – la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. – les procédures d'arrêt d'urgence (électricité, réseaux de fluides) ; – les procédures d'urgence en cas de réception de déchets non admissibles. 	3 mois

Articles	Prescriptions	Délais
Article 18.4 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2005	<p>Les consignes de sécurité dictant la conduite à tenir en cas de sinistre doivent être affichées dans les locaux d'exploitation.</p> <p>Un plan schématique conforme à la norme, sous forme de pancartes inaltérables, devra être installé à l'entrée de l'établissement.</p> <p>Sur ce plan doivent figurer, suivant les normes en vigueur, outre les dégagements et les cloisonnements principaux, l'emplacement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ; - des dispositifs de commande de sécurité ; - des organes de coupure des fluides ; - des organes de coupure des sources d'énergie ; - des moyens d'extinction fixes et d'alarme. 	3 mois

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de GRANDE-SYNTHE ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France (DREAL) chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de GRANDE-SYNTHE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2024>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le 19 NOV. 2024

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

